



**PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE 2022 : 461,3 M USD
REQUIS POUR ASSISTER 3,1 M DE PERSONNES**

minusca en action

BULLETIN D'INFORMATIONS DE LA MINUSCA | N°90 – JANVIER 2022



LA MINUSCA ET LES AUTORITÉS LOCALES ENSEMBLE POUR UNE TRANSHUMANANCE APAISÉE



MINUSCA



UN_CAR



UNMINUSCA



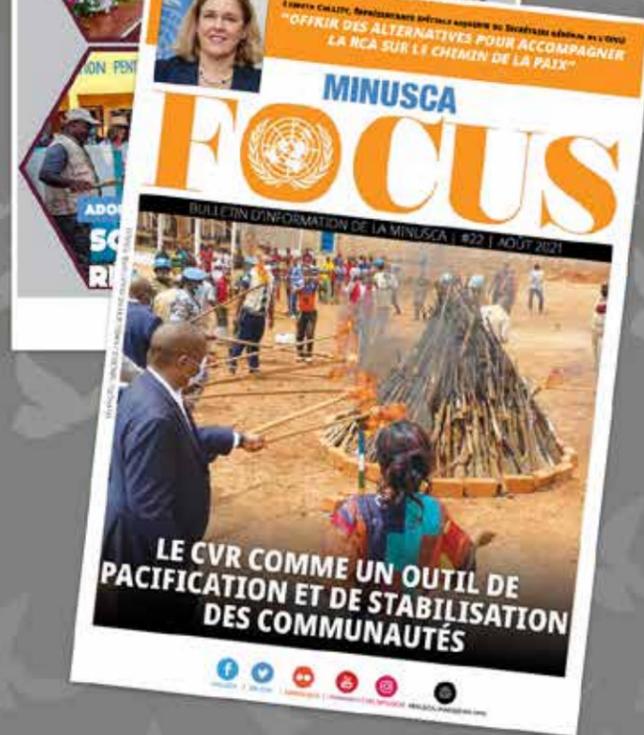
UNMINUSCA



UN_MINUSCA



MINUSCA.UNMISSIONS.ORG



**LES MAGAZINES
ILLUSTRÉS TRAITENT
DES SUJETS GÉNÉRAUX
OU SPÉCIALISÉS DE
LA MINUSCA**



MINUSCA

Façonnons notre avenir ensemble

sommaire

- 04** **LE BAMINGUI-BANGORAN ACCUEILLE LE PROGRAMME DE RÉDUCTION DE LA VIOLENCE COMMUNAUTAIRE**
- 06** **SENSIBILISER LES AGRICULTEURS ET ELEVEURS POUR UNE TRANSHUMANCE APAISÉE DANS LA VAKAGA**
- 08** **UNE MAISON DES JEUNES A BEGOUA POUR SOUTENIR LA COHÉSION SOCIALE**
- 10** **RÉPONSE HUMANITAIRE 2022 461,3 M USD REQUIS POUR ASSISTER 3,1 M DE PERSONNES**
- 12** **NANA-OUTA LA MINUSCA SOUTIEN LES AUTORITÉS LOCALES DANS LA GESTION DES CONFLITS LIÉS A LA TRANSHUMANCE**
- 16** **ATELIER SUR LA CULTURE DE LA PAIX À L'ENDROIT DES FORCES DE SÉCURITÉ ET DES FORCES DE DÉFENSE DE BOSSANGOA**
- 18** **DÉMARRAGE DE LA CAMPAGNE DE SENSIBILISATION POUR UNE CULTURE DE LA PAIX À BERBERATI**
- 20** **SENSIBILISATION DES FORCES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ INTÉRIEURE SUR LE CODE DE JUSTICE MILITAIRE À BOUAR**

Minusca en action

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Charles Antoine Bambara

RÉDACTRICE EN CHEF
Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

EQUIPE RÉDACTIONNELLE
Biliaminou Alao,
Cynthia Nasangwe

Emmanuel Crispin Dembassa Kette
Correspondants régionaux

PHOTOGRAPHIE
Herve Serefo,
Leonel Grothe

MISE EN PAGE
Francis Yabendji-Yoga

MULTIMÉDIA & WEB
Igor Rugwiza,
Dany Balepe

PRODUCTION
Division de la Communication Stratégique et de l'Information Publique - MINUSCA

MINUSCA EN ACTION
#90 - Janvier 2022

LE BAMINGUI-BANGORAN ACCUEILLE LE PROGRAMME DE RÉDUCTION DE LA VIOLENCE COMMUNAUTAIRE

La section Désarmement Démobilisation, Réinsertion (DDR) de la MINUSCA a lancé, le 20 janvier 2022 à Ndele, le Programme de réduction de la violence communautaire (CVR) dans la préfecture du Bamingui-Bangoran. La cérémonie était présidée par le secrétaire général de la préfecture, représentant le préfet, accompagné du chef de la section DDR de la MINUSCA, des autorités locales et en présence de certains des 500 bénéficiaires du Programme.

Par Adeline Kakeu Gouet

« Après les différentes crises militaro-politiques qui ont secoué la République centrafricaine (RCA) en général et la préfecture de la Bamingui-Bangoran en particulier, la violence est devenue monnaie courante. Ce programme de réduction de la violence communautaire piloté par la section DDR de la MINUSCA est venu à point nommé réduire les multiples cas de violences au sein de nos communautés et conduire les jeunes, les femmes et les différents bénéficiaires à avoir une activité et à être acteur du développement », a déclaré le Secrétaire général de la préfecture, Gouzo Simon-Pierre, dans son allocution.

Les projets CVR qui sont mis en œuvre pour la première fois dans le Bamingui-Bangoran précisément dans les localités de Ndele, Lemena, Yangu Bridji, Barbatima ont déjà enregistré 500 bénéficiaires avec un taux de participation de 53% de femmes soit 265 participantes. La présidente de l'Organisation de la Femme Centrafricaine (OFCA) de Ndele, Martine Fandoma, a exprimé toute sa satisfaction et a remercié la MINUSCA



▲ Lancement du Programme de réduction de la violence communautaire (CVR) dans la préfecture du Bamingui-Bangoran présidée par le secrétaire général de la préfecture.

pour cette initiative : « La plupart des femmes d'ici sont victimes des différentes crises qu'a connu notre pays ; ce sont des femmes démunies. C'est

Tony Crépin Judicael, bénéficiaire à Ndele, s'est quant à lui réjoui de participer au programme CVR : « En tant que jeune, on avait un sérieux problème de formation. Le CVR me permettra d'avoir un métier et une activité génératrice de revenus pour prendre soin de moi et de ma famille », s'est-il exprimé.

Plusieurs projets communautaires seront réalisés cette année dans le cadre du CVR notamment un centre de formation vocationnel à Ndele, un poste de santé à Yangu Bridji, trois classes d'école primaire à Barbatima et un centre d'alphabétisation à Lemena. Par ailleurs, cinq hectares d'arbres fruitiers seront plantés par les bénéficiaires de Ndele dans le cadre de leur activité génératrice de revenus. L'ensemble de ces projets devraient servir de vecteurs de cohésion sociale et de paix comme le souligne Pierre Emmanuel Ubalijoro, chef de la Section DDR de la MINUSCA dans ses propos : « Notre présence ce jour à Ndele dénote de l'intérêt que nous accordons aux projets communautaires que la MINUSCA met au profit des communautés de la préfecture du Bamingui Bangoran. Comme vous le savez et tel que le stipule son mandat, la MINUSCA s'inscrit essentiellement dans le cadre de l'appui à la République centrafricaine pour le rétablissement de la paix et de la sécurité ».

La cérémonie de lancement s'est achevée avec la pose de la première pierre du centre de formation " La maison des métiers" à Ndele par le chef de la section DDR de la MINUSCA, avec la participation du secrétaire général de la préfecture et du représentant du maire.

donc avec fierté et beaucoup d'espoir que nous accueillons le CVR. Grâce à ce programme nous croyons que nous aboutirons à l'autonomisation des femmes dans la région », a-t-elle déclaré.

SENSIBILISER LES AGRICULTEURS ET ELEVEURS POUR UNE TRANSHUMANANCE APAISEE DANS LA VAKAGA



▲ Séance de sensibilisation des éleveurs et agriculteurs pour le règlement de différends au niveau local en présence de la section des affaires civiles de la MINUSCA à Birao.

La préfecture de la Vakaga, à l'image des autres régions de la Centrafrique, est en pleine période de transhumance. Aussi pour prévenir et gérer les conflits liés à ce mouvement saisonnier, la Section des affaires civiles de la MINUSCA à Birao, en collaboration avec le comité sous-préfectoral de la transhumance, multiplie des sessions de sensibilisation pour une transhumance apaisée. Le 25 janvier 2022, une séance a eu lieu au village Zaïre, une localité située à une vingtaine de kilomètres, au Nord de Birao et elle a réuni environ 50 personnes dont 15 femmes.

Par Deubalbet Wewaye

Le but de cette séance est surtout d'exhorter les éleveurs et agriculteurs à régler leurs différends au niveau local, c'est-à-dire au sein de la communauté. Lors de cette rencontre, ils ont indiqué que neuf conflits liés à la transhumance ont été enregistrés dans leur village depuis le mois de novembre 2021. Ils ont ajouté que sur ces neuf cas, huit ont été résolus par le Conseil du village, avec l'appui du Comité sous-préfectoral de la transhumance.

« La particularité avec nous, c'est que nous n'imposons pas une amende, nous ne prenons pas d'argent. Tout ce que nous faisons c'est la sensibilisation afin de garantir la paix dans notre préfecture. Vous savez, si le problème est résolu au niveau du village, entre les familles, cela renforce la cohésion sociale. Par contre si l'on transfère l'affaire à Birao, les autorités vont imposer une amende et c'est là que les différentes parties auront une pensée négative. Dans ce cas-là le conflit demeure intact », a expliqué, Issa

Abdoulaye Djido, le président du Comité sous-préfectoral de la transhumance.

« Jusqu'ici tout va bien ! Quand il y a un problème, nous nous asseyons sous l'arbre et nous le réglons ensemble. C'est comme ça que nous faisons depuis toujours, comme des frères. Mais notre plus gros problème ici c'est que nous avons besoin d'eau potable, d'école et d'un centre de santé », a renchéri Issa Badawi, représentant des éleveurs et agriculteurs du village Zaïre.

La section des affaires civiles de la MINUSCA a saisi l'occasion pour demander aux éleveurs et agriculteurs de respecter les couloirs de transhumance qui sont déjà identifiés. Selon Tano Oi Tano, chargé des affaires civiles au bureau de la MINUSCA à Birao, « le Comité sous-préfectoral de la transhumance a permis d'éviter des conflits violents liés à la transhumance. Nous conseillons toujours aux agriculteurs et éleveurs d'éviter de se rendre justice mais plutôt de saisir le Conseil du village ou les Conseils locaux que nous avons mis en place pour les aider à résoudre leurs différends ».

Rappelons que cette sensibilisation est la neuvième du genre et fait partie d'une série d'activités initiées par la Section des affaires civiles de la MINUSCA depuis le début de la période la transhumance, en novembre 2021.



LE SPORT COMME OUTIL DE RENFORCEMENT DE LA COHESION SOCIALE DANS LA VAKAGA

La population de Birao a vibré, le 15 janvier 2022 au rythme d'un match amical de football qui a opposé les Forces armées centrafricaines aux Casques bleus du contingent zambien de la MINUSCA. L'événement qui a drainé environ deux cents personnes s'est déroulé sur le terrain de football de la ville.

Cette rencontre amicale vise non seulement à renforcer la collaboration entre la MINUSCA et les Forces armées centrafricaines mais vise également à promouvoir la culture de la paix à travers des activités sportives.

Le match qui s'est soldé par un score de 2-1 en faveur des joueurs de MINUSCA a été suivi d'une séance de sensibilisation sur la cohabitation pacifique, le respect des droits de l'Homme et la promotion du bien-être via le sport.



UNE MAISON DES JEUNES A BEGOUA POUR SOUTENIR LA COHÉSION SOCIALE



▲ Au centre, Aristide Reboas, ministre de la promotion de la jeunesse et des sports, Josiane Tiya coordinatrice du volet dialogue communautaire et réconciliation de la section affaires civiles de la MINUSAC et les représentants du Conseil National de la Jeunesse Centrafricaine, lors de l'inauguration de la maison des jeunes de la commune de Begoua.

La maison des jeunes de la commune de Begoua a été inaugurée en présence du ministre de la promotion de la jeunesse et des sports, Aristide Reboas, le 25 janvier 2022. Le bâtiment a été construit dans le cadre d'un projet à impact rapide (QIP), avec la contribution de la MINUSCA à hauteur de 78% du montant total soit une somme de 27 millions de FCFA ; les 22% ont été financés par l'Organisation Non-gouvernementale (ONG) Médecins d'Afrique.

Par Cynthia Nasangwe

Lors de cette cérémonie, le ministre de la promotion de la jeunesse et des sports a exprimé sa gratitude envers la MINUSCA pour ce don en faveur de la jeunesse, qui selon lui a été la grande victime de la crise centrafricaine. « Ce pays, qui a été marqué par de multiples implosions d'instabilité politique, a fait des jeunes des boucs émissaires. La jeunesse a payé un lourd tribut. Mais aujourd'hui, les partenaires comme la MINUSCA ont compris l'enjeu ; la guerre ne se gagne pas seulement au bout des

canons mais c'est en s'adaptant à la réalité locale et en s'occupant des jeunes », a déclaré le ministre Aristide Reboas.

D'après la coordinatrice du volet dialogue communautaire et réconciliation de la Section affaires civiles de la MINUSCA, Josiane Tiya, la construction de ce bâtiment vise à promouvoir une éducation à la paix communautaire et de reconstruction du tissu social. « La mise en œuvre de ce projet a, d'ores et déjà, contribué au renforcement des échanges



RÉPONSE HUMANITAIRE 2022

461,3 M USD REQUIS POUR ASSISTER 3,1 M DE PERSONNES

intercommunautaires et à la relance des activités des jeunes. L'aboutissement de ce projet offre un cadre adéquat d'échange et de dialogue entre les différentes communautés de Begoua mais aussi avec les autorités administratives locales », a déclaré Josiane Tiya.

S'exprimant au nom du maître d'œuvre de ce projet, L'ONG Médecins d'Afrique, Dr Arsène Elimu Biringanine a indiqué que c'est le résultat de la collaboration d'une part avec la MINUSCA et d'autre part de la MINUSCA avec les différentes municipalités de la Centrafrique.

« Les travaux consistaient en une construction d'un bâtiment constitué d'une grande salle polyvalente, de quatre bureaux équipés, de deux blocs de latrine et d'un terrain de basket. Tous les travaux ont coûté 33.676.800 FCFA avec une contribution de 78% de la MINUSCA et de 22% de Médecins d'Afrique », a indiqué Dr Arsène Elimu Biringanine.

La présidente du Conseil national de la jeunesse centrafricaine, Pamela Audrey Derom, a pour sa part exhorté les jeunes de Begoua à s'approprier ce bâtiment et en prendre soin. « Il est de notre devoir de nous approprier ce joyau. Nous en tant que bénéficiaires, nous devons en être les gardiens. Certes, par le passé, si nous avons commis des erreurs nous ne pouvons pas demeurer dans ces erreurs, nous devons démontrer par nos actions que nous sommes désormais responsables », a-t-elle affirmé.

Les jeunes de Begoua de leur côté, ont exprimé leur joie lors de cette cérémonie, à l'image de Elysée Mandé, un jeune rencontré sur les lieux. « Cette maison est désormais pour nous, la jeunesse de Begoua, lieu où nous pouvons discuter de notre contribution au développement de notre pays. Ce bâtiment va nous aider pour tenir des réunions, faire des sensibilisations et faire des formations », a-t-il déclaré.

Les festivités marquant cette journée ont été clôturées par un match de basketball sur le nouveau terrain, opposant deux équipes de jeunes de la commune de Begoua.



Le plan de réponse humanitaire 2022 pour la République centrafricaine (RCA) a été lancé, le 21 janvier 2022, par la ministre de l'Action humanitaire Virginie Baikoua et Denise Brown, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général de l'ONU et Coordinatrice humanitaire en RCA ainsi que Manuel Galea, le représentant des Organisations Non Gouvernementales (ONG) nationales et internationales lors d'une conférence de presse à Bangui. 461,3 Millions de dollars sont requis pour assister 3,1 millions de personnes parmi lesquelles 2 millions sont ciblées.

Par Emmanuel Crispin Dembassa-Kette

▲ La ministre de l'Action humanitaire Virginie Baikoua (au centre) et Denise Brown, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général de l'ONU et Coordinatrice humanitaire en RCA ainsi que Manuel Galea, le représentant des Organisations Non Gouvernementales (ONG) nationales et internationales lors d'une conférence de presse pour la présentation du plan de réponse humanitaire 2022 pour la République centrafricaine (RCA)

Le plan sera exécuté avec 188 partenaires opérationnels que sont les ONG nationales et internationales. Il y a trois objectifs stratégiques inscrits dans le document présenté à la presse dont le premier est de fournir une assistance d'urgence à 1,6 millions de personnes en priorisant les personnes âgées, vivant avec handicap et celles qui se trouvent en zone « à haute intensité de conflit ».

Dans ces propos, la Représentante spéciale adjointe et Coordinatrice hu-

manitaire, Denise Brown, a d'abord relevé le contexte particulier de l'action humanitaire en RCA : « les violences déclenchées fin 2020 ont inauguré des dynamiques conflictuelles nouvelles. Des menaces inédites sont apparues telles que les engins explosifs... les abus des droits humains... et les violations du droit international humanitaire continuent... Plus de la moitié de la population centrafricaine, 63 % a aujourd'hui besoin d'assistance humanitaire et de protection ». Elle a aussi rappelé que trois

travailleurs humanitaires ont été tués en 2021 et 28 autres ont été blessés.

De son côté, la ministre centrafricaine des affaires sociales et de l'action humanitaire Virginie Baikoua a souligné la détermination du gouvernement « à tout mettre en œuvre pour garantir une assistance efficace et sécurisée aux populations » et son souhait de voir « les partenaires l'aider à développer les actions de relèvement dans les zones sécurisées afin de renforcer la résilience des populations affectées ».

Elle a aussi mentionné que ce sont les efforts conjugués du gouvernement et des acteurs humanitaires qui permettront d'apporter une réponse appropriée aux besoins humanitaires qui demeurent importants.

Ce lancement de la réponse humanitaire devait initialement avoir lieu à Bria à l'est de la RCA mais a finalement eu lieu à Bangui pour cause de Covid 19.

En 2012, 392 millions de dollars ont été mobilisés soit 88% des 445 millions sollicités.



▲ La Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général de l'ONU et Coordonnatrice humanitaire en RCA, Denise Brown, intervenant pour présenter le contexte difficile dans lequel travaillent les humanitaires

NANA-OUTA

LA MINUSCA SOUTIEN LES AUTORITÉS LOCALES DANS LA GESTION DES CONFLITS LIÉS A LA TRANSHUMANCE



▲ Rencontre initiée par le bureau régional de la MINUSCA en collaboration avec les autorités locales et les leaders communautaires pour prévenir et gérer pacifiquement les conflits liés à la transhumance, ainsi que les tensions intercommunautaires

Dans la Nana-Gribizi, le bureau régional de la MINUSCA travaille en étroite collaboration avec les autorités locales et les leaders communautaires pour prévenir et gérer pacifiquement les conflits liés à la transhumance, ainsi que les tensions intercommunautaires qui en découlent.

Par Abdourahmane Diallo

Une forte délégation du bureau régional de Kaga-Bandoro, comprenant le chef du bureau Alessandra Trabattoni et le Commandant de Secteur de la Force de la MINUSCA, le Brigadier Général John Baptist Ngiruwonsanga, accompagnés des représentants du Comité de mise en œuvre préfectoral (CMOP) de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation

(APPR), du commandant de la Gendarmerie, et des autorités locales, a effectué, le 13 janvier 2022, une mission de consolidation de la paix à Ouandago, dans la nouvelle sous-préfecture de Nana-Outa. Au cours de cette mission, la délégation conjointe a eu deux rencontres séparées avec, d'une part, les personnes déplacées internes sur le site situé à la périphérie de Ouandago, et d'autre part, les représentants des éleveurs trans-

humains au domicile du Maire-Adjoint de Ouandago.

Lors de ces rencontres, les deux groupes ont réaffirmé leur volonté d'accompagner le processus de paix en se conformant aux dispositions de l'APPR et aux lois de la République, notamment en ce qui concerne le respect des couloirs de transhumance et la nécessité d'éviter les conflits avec les agriculteurs, qui naissent souvent de la destruction des champs et des vols de bétail.

Le représentant des éleveurs, Mahamat Sambo, a notamment affirmé qu'ils ont mis en place un mécanisme de gestion des conflits liés à la transhumance et qu'ils sanctionnent les éleveurs qui sont responsables des destructions de champs. « Nos troupeaux se trouvent à une dizaine de kilomètres du centre pour éviter les destructions de champs. Et si un éleveur détruit volontairement les champs, nous avons mis en place un mécanisme de sanctions. Par ailleurs, nous sensibilisons tous les éleveurs au respect des couloirs de transhumance », a-t-il déclaré, avant d'ajouter que « la situation sécuritaire s'est beaucoup améliorée grâce à la présence de la MINUSCA, notamment les patrouilles régulières le long des axes. Nous sommes donc sur la bonne voie ».

Néanmoins, le représentant des personnes déplacées, A. B, a déploré les harcèlements et les attaques perpétrées de temps en temps par des personnes présumées appartenir à un groupe dit d'auto-défense. « Ils viennent nous menacer et nous tabasser pour voler nos biens. Nous étions tous des éleveurs, aujourd'hui, il ne nous reste plus rien. Nous avons tout perdu et nous souffrons énormément », a-t-il déclaré, avant de remercier les autorités locales pour leur soutien face aux groupes dit d'auto-défense.

Le Commandant de la gendarmerie de Nana-Gribizi, Thomas Koyangbo, a déclaré que la sécurité revient progressivement un peu partout dans la Nana-Gribizi. Il a profité de l'occasion pour informer les populations que des éléments de la gendarmerie seront bientôt déployés sur place pour contribuer à l'amélioration de la sécurité dans la nouvelle sous-préfecture de Nana-Outa.

Pour sa part, le commandant de Secteur, le brigadier Général John Baptist Ngiruwonsanga, a indiqué que la Force de la MINUS-



CA fera tout son possible pour assurer la protection des civils, mais il a souligné que c'est une très grande responsabilité et que, pour assurer le retour à une paix durable, il est essentiel que tous les partenaires, MINUSCA, Gouvernement, autorités locales et populations travaillent ensemble, main dans la main. « Il n'y a pas de solution magique toute faite. La paix, la sécurité et la stabilité nécessite l'engagement de chacun et de tous, aussi bien individuellement que collectivement. Nous sommes convaincus que si nous travaillons tous ensemble, nous pouvons et nous allons réussir », a expliqué le brigadier Général Ngiruwonsanga.

L'Abbé Potin et l'Imam de la Mosquée centrale de Kaga-Bandoro, qui représentaient le CMPO ont tous les deux insisté sur la nécessité de travailler sur la cohésion sociale et le vivre-ensemble. « C'est à travers le dialogue que nous devons gérer les conflits. Si on se retrouve autour de la table pour discuter, on réussira toujours à trouver des solutions aux conflits qui nous opposent », a soutenu l'Abbé Potin. L'imam Mahamat Adjami a remercié la MINUSCA pour tous les efforts qu'elle déploie en faveur de la consolidation de la paix en RCA, avant de lancer un appel à ses compatriotes. « Sans la paix, on ne peut même pas adorer Dieu. J'invite mes concitoyens à faire preuve de patience et à s'impliquer davantage dans la recherche de solutions aux conflits qui divisent notre société », a-t-il indiqué.

Enfin, le chef du bureau de la MINUSCA, Alessandra Trabattoni, a adressé ses remerciements à tout le monde pour leur disponibilité et leur contribution aux efforts de consolidation de la paix. « La MINUSCA est ici pour accompagner les centrafricains dans la consolidation de la paix et la stabilisation de leur pays. Nous comptons donc sur la contribution de tout le monde pour faire avancer le processus de paix », a-t-elle conclu.

◀ Une vue des participants et éleveurs invités aux deux rencontres initiées par le bureau régional de la MINUSCA en collaboration avec les autorités locales et les leaders communautaires pour prévenir et gérer pacifiquement les conflits liés à la transhumance, ainsi que les tensions inter-communautaires



▲ Une vue des organisateurs et participants de l'atelier de formation pour favoriser une prise de conscience de l'importance de l'apport des Forces de sécurité intérieure et des Forces de défense et de sécurité dans la consolidation de la paix à Bossangoa.

ATELIER SUR LA CULTURE DE LA PAIX À L'ENDROIT DES FORCES DE SÉCURITÉ ET DES FORCES DE DÉFENSE DE BOSSANGOA

Dans le cadre d'une campagne sur la culture de la paix, la Division de la Communication stratégique et de l'information publique de la MINUSCA, a organisé un atelier de formation, le 19 janvier 2022 à Bossangoa, pour favoriser une prise de conscience de l'importance de l'apport des Forces de sécurité intérieure (FSI) et des Forces de défense et de sécurité (FDS) dans la consolidation de la paix.

Par Marien Bellarmin Nambéa Rema-Oro

Une initiative saluée par le commissaire divisionnaire de la police de Bossangoa, Jean Oscar Sango. Il a évoqué les divers aspects de la collaboration entre les FSI-FDS no-

tamment dans le domaine de l'appui à la réforme du secteur de sécurité : « La MINUSCA est toujours à nos côtés pour la sécurité sous différentes formes et nous sommes disponibles pour l'accompagner dans l'accomplissement de son Mandat ». Quant à la cheffe du bureau MINUSCA

à Bossangoa Séraphine Toé, elle a expliqué le rôle de la MINUSCA en appui aux autorités pour la protection des civils et a ajouté que cette formation leur permettra d'être efficace dans le processus de la consolidation de la paix : « j'espère qu'au sortir de cet atelier, vous serez bien outillés afin d'être des acteurs pour la paix durable dans l'Ouham ».

Cet atelier a été rythmé par différentes présentations dont celle du commissaire sur l'apport des FSI-FDS dans le processus de la consolidation de la paix, celle de la Division des droits de l'homme sur le respect de la dignité humaine et la libre

circulation, ainsi que celle du directeur régional de la réconciliation sur les valeurs et dividendes de la paix et enfin celle de la Section des affaires politiques et de la Division de l'information publique de la MINUSCA sur la Résolution 2605.

Les différentes interventions ont été suivies d'échanges animés entre les participants qui ont permis le partage d'idées et d'expériences. L'atelier a été clos par la formulation de recommandations. Les participants ont notamment demandé à la MINUSCA de les appuyer dans le cadre de la police de proximité à travers des sensibilisations radiophoniques et publiques.

DÉMARRAGE DE LA CAMPAGNE DE SENSIBILISATION POUR UNE CULTURE DE LA PAIX À BERBERATI



▲ Photo de famille à l'issue de l'atelier de renforcement de capacité des leaders communautaires et religieux, des forces de défense et de sécurité, des autorités locales et des représentants de la société civile sur les causes des conflits, les avantages de la paix et la gestion des conflits de la ville de Berberati.

La Division de la communication stratégique et de l'information publique de la MINUSCA appuyée par les sections Affaires civiles, Genre, Droits de l'homme, Assistance Electorale, la composante police de la MINUSCA et le bureau régional du Haut-commissariat pour les réfugiés, a organisé, le 26 janvier 2022, un atelier de renforcement des capacités des leaders communautaires et religieux, des forces de défense et de sécurité, des autorités locales et des représentants de la société civile sur les causes des conflits, les avantages de la paix et la gestion des conflits. Cet atelier a réuni une vingtaine de participants, dont cinq femmes.

Par Honorine Niare Yao Guehi

Cet atelier, qui a fait office de lancement officiel de la campagne sur la culture de la paix, s'est déroulé dans la salle de conférence du comité local de paix et de réconciliation de Berberati. Le responsable de la Section de l'information publique a expliqué les objectifs de cette campagne de sensibilisation avec un accent particulier sur les actions de la

MINUSCA en ce qui concerne l'appui au rétablissement de la paix et la cohésion sociale en République centrafricaine (RCA) en général et dans la préfecture de la Mambere-Kadei en particulier.

Dans son allocution, le chef du bureau de la MINUSCA à Berberati, Claude Kalonji Demba, a expliqué le rôle de la Mission en matière d'appui aux autorités locales dans le cadre de la protection des civils

conformément à la résolution des Nations Unies 2605 (2021). Il a ajouté que cette campagne qui s'étendra sur trois mois dans la préfecture permettra d'être plus efficace dans la mise en œuvre du processus de réconciliation en vue de la consolidation de la paix dans les communautés. « Par son mandat, la MINUSCA est appelée à apporter un appui aux initiatives locales visant à promouvoir la protection des civils, le dialogue politique, la cohésion sociale ainsi que l'extension de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble de la préfecture de la Mambere-Kadei, en appui aux autorités locales », a-t-il déclaré.

Le chef du bureau terrain de la MINUSCA à Berberati, a par ailleurs exhorté la population à vivre ensemble dans la tolérance. « Je me réjouis de cette cérémonie qui marque le début de la campagne sur la culture de la paix dans la préfecture. Et je vous exhorte à toujours œuvrer en bonne symbiose avec la MINUSCA pour la consolidation de la paix et le règlement pacifique

des différends tout en renforçant la confiance entre les communautés, aussi bien à Berberati, Nola, Mbaïki et Carnot qui sont les chefs-lieux des trois préfectures de la zone d'intervention du Bureau de la MINUSCA de Berberati », a-t-il déclaré.

Les Sections Affaires civiles, Assistance électorale, Droits de l'homme, Genre et la police de l'ONU ont, tour à tour, échangé avec les participants sur la culture de la non-violence, les valeurs fondamentales de la paix ainsi que les défis liés au rétablissement de la paix dans la Mambere-Kadei. Les travaux de groupe, facilités par le sous-préfet de Berberati et le coordinateur du comité local de paix et de réconciliation de Berberati, ont permis aux participants d'identifier les causes, les conséquences, ainsi que les mesures d'atténuation des conflits.

La promotion de la cohabitation pacifique, de la libre circulation des personnes et biens à travers le dialogue intercommunautaire pour la cohésion sociale dans la préfecture, tels sont les recommandations formulées par les participants. Au terme des échanges, tous les participants se sont engagés à cultiver la paix et à prôner la non-violence pour la reconstruction harmonieuse de la paix dans la préfecture.



SENSIBILISATION DES FORCES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ INTÉRIEURE SUR LE CODE DE JUSTICE MILITAIRE À BOUAR



▲ Des officiers et autorités judiciaires centrafricains réunis pour un atelier de sensibilisation sur le Code de justice militaire organisé par la Section justice et affaires pénitentiaires de la MINUSCA

Dans le but d'appuyer les autorités judiciaires centrafricaines dans la vulgarisation du Code de justice militaire et assurer son appropriation par les Forces de défense et de sécurité, la Section justice et affaires pénitentiaires de la MINUSCA, en collaboration avec la Cour d'appel de Bouar, a organisé, le 12 janvier 2022, un atelier de sensibilisation sur le Code de justice militaire.

Par Dramane Darave

En effet, les crises sécuritaires récurrentes en République centrafricaine ont fortement affaibli l'autorité de l'Etat et sa capacité à assurer la protection des populations à travers une distribution équitable de la justice

sur toute l'étendue du territoire national, créant ainsi un environnement favorable à l'impunité aussi bien dans les communautés qu'au sein des Forces de défense et de sécurité intérieure.

La cérémonie d'ouverture était placée sous l'autorité de Joachim Thierry Pes-

rectionnelle ou criminelle (Cour maritale) dans le ressort de la cour d'appel de Bouar dans un effort de contribuer à la redevabilité et à la bonne gouvernance des forces de défense et de sécurité et d'appuyer la lutte contre l'impunité.

Dans son propos introductif, le Président de la Cour d'appel de Bouar, Joachim Thierry PESSIRE, a rappelé que l'objectif de l'atelier qui vise à « décortiquer le code militaire, connaître son fonctionnement, déterminer les poursuivables et les voies de recours ».

Quant au Lieutenant Bere Antoine, chef de l'unité spéciale anti-fraude de la gendarmerie de Bouar et participant à l'atelier, il confie que « cet atelier est la bienvenue dans la mesure où en tant qu'officiers de police judiciaire, nous sommes appelés à gérer des infractions posées par les Forces de défense et de sécurité sur le terrain ». Il rappelle la nécessité pour ces Forces de créer et de maintenir un climat de confiance avec la population qu'elles sont censées protéger.

Le Code de justice militaire permet de poursuivre les crimes et délits commis par les militaires et assimilés, restaurer l'autorité au sein des armées, et donner un outil de contrôle supplémentaire aux institutions républicaines. Il donne des droits aux militaires et rappelle leurs devoirs, notamment en termes de discipline et de défense du territoire national.

sire, 1er président de la Cour d'appel de Bouar et a rassemblé plus d'une vingtaine de participants dont des militaires, des policiers, des gendarmes, des agents des douanes, des agents des eaux et forêts, des cadres et stagiaires des Unités spéciales mixtes de sécurité.

Avec l'appui de nombreux partenaires techniques internationaux dont la MINUSCA, l'Etat centrafricain a adopté en mars 2017 le Code de justice militaire ayant permis la mise en place des juridictions militaires siégeant en matière

L'académie de la paix et du Développement durable, une ONG nationale de défense des Droits de l'Homme avec l'appui logistique de la MINUSCA a mené des missions de sensibilisation sur le rôle des organisations féminines dans le mécanisme de la justice transitionnelle, du 06 au 31 décembre 2020, dans six villes de la République centrafricaine à savoir Boali, Mbaiki, Nola, Berberati et Kaga-Bandoro et Pahoua.

Au menu de chaque étape, des échanges avec les leaders des associations et les leaders communautaires sur le rôle des organisations de la société civile, les quatre piliers de la justice transitionnelle (Vérité Justice Réparation et Réconciliation) ainsi que les différents types de violence basées sur le genre (VBG) et leurs conséquences.

Les participants ont fait plusieurs recommandations à l'issue de ces séances. Par exemple à Boali, la mise à disposition d'un assistant légal afin d'aider les victimes de VBG à accéder à la justice et inviter les forces de défense et de sécurité à participer également aux prochains ateliers afin d'être au même niveau d'information que la population. A Kaga-Bandoro, les participants ont sollicité la sensibilisation sur les VBG dans les établissements scolaires de même que la formation des chefs de groupes et quartiers sur ces VBG.



▲ Des membres de l'académie de la paix et du Développement durable et les participants en réunion pour l'organisation de la sensibilisation sur les VBG dans les établissements scolaires de même que la formation des chefs de groupes et quartiers sur ces VBG.

LE SAVIEZ VOUS?

Pour l'année 2021-2022, le programme de réduction de la violence communautaire va cibler 5800 bénéficiaires au total à Bangui, Bangassou, Bossangoa, Birao, Bouar, Bria, Kaga-Bandoro et Ndele. Les activités menées au cours de ce programme sont la formation professionnelle de trois mois y compris une formation civique pour inculquer des valeurs citoyennes aux bénéficiaires en vue d'un changement de comportement ; mais également, la remise de Kits aux bénéficiaires comme soutien au démarrage d'activités génératrices de revenus qui leur permet de réaliser plusieurs activités tel que le commerce, la mécanique, la conduite, l'agropastoral, l'informatique, etc.



▲ Séances de formation professionnelle des bénéficiaires du Programme de réduction de violence communautaire.



SUIVEZ LES ACTIVITÉS CIVILES
ET MILITAIRES DE LA MINUSCA SUR :

<https://minusca.unmissions.org/>

Façonnons notre avenir ensemble



MINUSCA